

## TUNISIE

**J.O.R.T. du n° 1 (2 janvier 1976) au n° 38 (3 juin 1977)**

### ACCORDS ET CONVENTIONS (Cf. LISTE DES ACCORDS).

#### ADMINISTRATION.

##### A. — ADMINISTRATION CENTRALE.

— Décret n° 76-719 du 19 août 1976 portant organisation du ministère des transports et des communications. *J.O.R.T.* (54), 3-7/9/76 : 2117-2125.

— Décret n° 76-894 du 22 octobre 1976 modifiant le décret n° 76-343 du 30 mai 1975, relatif à l'organisation du ministère de l'intérieur. *J.O.R.T.* (63), 22/10/76 : 2507.

Ce texte précise les attributions du secrétaire général du ministère de l'intérieur dans l'action générale de ce département.

##### B. — COLLECTIVITES LOCALES.

###### 1. ORGANISATION ADMINISTRATIVE.

— Loi n° 76-82 du 11 août 1976 modifiant l'article 1<sup>er</sup> du décret du 21 juin 1956 portant organisation administrative du territoire de la République. *J.O.R.T.* (51), 13-17/8/76 : 1930. Cf. *Doc.*

Cette réforme entraîne, comme par osmose, des modifications de la carte administrative, à des niveaux et titres divers. Plus précisément, la division du territoire en 18 gouvernorats est complétée par la publication de textes subséquents concernant les gouvernorats, les communes, les délégations et les secteurs territoriaux. (Cf. *J.O.R.T.* n°s 10, 21, 25, 33, 37, 42, 48, e 54).

###### 2. BUDGETS.

— Décret n° 76-663 du 4 août 1976 relatif au contrôle des dépenses des conseils du gouvernorat et des communes. *J.O.R.T.* (50), 6-10/8/76 : 1893.

— Arrêté du Premier Ministre du 6 août 1976 relatif au contrôle des dépenses des communes situées en dehors des chefs-lieux de gouvernorat. *J.O.R.T.* (50), 6-10/8/76 : 1893.

#### AGRICULTURE.

— Loi n° 76-6 du 7 janvier 1976 portant création d'un institut des régions arides. *J.O.R.T.* (2), 9/1/76 : 31-32.

Ayant son siège à Médenine, cet institut est chargé d'effectuer toutes études ainsi que tous travaux de recherche d'expérimentation et d'intervention relevant du domaine de l'amélioration et de la mise en valeur pastorale des régions arides ainsi que la lutte contre la désertification.

— Loi n° 76-113 du 25 novembre 1976 relative à l'organisation et au contrôle de la production et de la commercialisation des semences et plants. *J.O.R.T.* (73), 26/11/76 : 2893-2894.

**BAUX.**

— Loi n° 76-35 du 18 février 1976 relative aux rapports entre propriétaires et locataires de locaux à usage d'habitation, de profession ou d'administration publique. *J.O.R.T.* (13), 20/2/76 : 456-458.

— Loi n° 76-58 du 11 juin 1976 modifiant l'article 8 du décret du 27 décembre 1974 sur la propriété commerciale. *J.O.R.T.* (41), 15/6/76 : 1404.

Les modifications portent sur les points suivants : possibilité de refus de renouvellement d'un bail, conditions et calcul du paiement de l'indemnité d'éviction.

**CONSTITUTION.**

— Loi constitutionnelle n° 76-37 du 8 avril 1976 modifiant et complétant la Constitution du 1<sup>er</sup> juin 1959. *J.O.R.T.* (26), 9-13/4/76 : 858-860. Cf. *Doc.*

**CONSTRUCTIONS.**

— Loi n° 76-34 du 4 février et arrêtés d'application du 12 mars 1976 relatifs aux autorisations de construire. *J.O.R.T.* (9), 6/2/76 : 327-328; (20), 16-19/3/76 : 666-667.

**ECONOMIE ET FINANCES.****A. — FINANCES INTERIEURES.****1. BUDGET DE L'ÉTAT.**

— Loi n° 75-83 du 30 décembre 1975 portant loi de finances pour la gestion 1976. *J.O.R.T.* (87), 31/12/75 : 2852-2870.

Les modifications concernent : l'impôt sur les traitements et salaires — la contribution personnelle d'Etat — la taxe sur les établissements à caractère industriel, professionnel ou commercial au profit des collectivités publiques locales — la contribution exceptionnelle de solidarité.

— Décrets n°s 76-222 du 16 mars, 76-533 et 534 du 24 juin, 76-731 du 28 août, 76-902 du 21 octobre et 76-1121 du 31 décembre 1976 portant ouverture de crédits complémentaires et virement de crédits d'article à article. *J.O.R.T.* (20), 17-19/3/76 : 653; (44), 29/6/76 : 1556-1558; (54), 3-7/9/76 : 3094-3095; (64), 26/10/76 : 2544; (83), 31/12/76 : 3217-3221.

— Loi n° 76-114 du 31 décembre 1976 modifiant la loi n° 75-83 du 30 décembre 1975, portant loi de finances pour la gestion 1976. *J.O.R.T.* (83), 31/12/76 : 3162.

Le montant maximum des crédits afférents aux dépenses courantes de l'Etat pour la gestion 1976 est fixé à 385 500 000 dinars.

— Loi n° 76-115 du 31 décembre 1976 portant loi de finances pour la gestion 1977. *J.O.R.T.* (83), 31/12/76 : 3163-3202.

**2. EPARGNE-LOGEMENT.**

— Décret n° 76-54 du 23 janvier 1976 autorisant la Caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale à consentir des prêts destinés à la construction ou à l'acquisition de logements. *J.O.R.T.* (6), 27/1/76 : 225.

— Arrêté du ministre des finances du 23 janvier 1976 relatif à l'octroi par la Caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale de prêts destinés à la construction ou à l'acquisition de logements. *J.O.R.T.* (6), 27/1/76 : 226.

**B. — FINANCES EXTERIEURES.**

— Loi n° 76-18 du 21 janvier 1976 portant refonte et codification de la législation des changes et du commerce extérieur régissant les relations entre la Tunisie et les pays étrangers. *J.O.R.T.* (5), 20-23/1/76 : 164-168. *Rectificatif J.O.R.T.* (33), 14/5/76 : 1102.

Ce texte abroge toutes les dispositions antérieures contraires ou faisant double emploi avec celles relatives à la législation des changes et du commerce actuellement en vigueur en Tunisie telle que définie par le code des changes et du commerce extérieur annexé à la présente loi. Comprenant 41 articles, le code traite successivement des relations financières (dépôts de devises et des valeurs mobilières étrangères en Tunisie, avoirs étrangers en Tunisie, avoirs tunisiens à l'étranger) et des relations commerciales de la Tunisie avec l'étranger.

— Décret n° 76-141 du 24 février 1976 prohibant l'importation et l'exportation des dinars en billets de la B.C.T. *J.O.R.T.* (14), 24/2/76 : 488.

— Loi n° 76-63 du 12 juillet 1976, portant encouragement d'organismes financiers et bancaires travaillant essentiellement avec les non-résidents. *J.O.R.T.* (46), 9-13/7/76 : 1641-1642.

**ELECTIONS.**

— Loi organique n° 76-66 du 11 août 1976, modifiant et complétant le code électoral. *J.O.R.T.* (51), 13-17/8/76 : 1926-1927. Cf. *Doc.*

**ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE.**

— Décret n° 76-10 du 5 janvier 1976 fixant la mission, les attributions et l'organisation de l'enseignement de l'Institut Bourguiba des langues vivantes. *J.O.R.T.* (1), 2-6/1/76 : 15-17.

— Loi n° 76-65 du 12 juillet 1976 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique. *J.O.R.T.* (46), 9-13/7/76 : 1644-1645.

Le texte définit la mission et les objectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, fixe les conditions d'accès à l'enseignement supérieur et indique les modalités d'organisation de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

**EXPROPRIATION.**

— Loi n° 76-85 du 11 août 1976 portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique. *J.O.R.T.* (51), 13-17/8/76 : 1931-1936. *Rectificatif J.O.R.T.* (38), 31/5-3/6/77 : 1437.

**GOVERNEMENT (Cf. Doc.).****INFORMATION.**

— Décret n° 76-107 du 11 février 1976 portant création d'une direction de la programmation radiophonique à la direction générale de la R.T.T. *J.O.R.T.* (11), 13/2/76 : 396.

Parmi les attributions de cette direction, signalons celle relative au contrôle des programmes radiophoniques et de l'amélioration de leur qualité.

— Arrêté du Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de l'information du 20 août 1976 relatif à la création de la Commission nationale de l'information économique. *J.O.R.T.* (53), 27-31/8/76 : 2020.

La Commission qui est une instance du conseil supérieur de l'information (cf. *Rub. législ.* 1973), est chargée de « présenter les éléments permettant de dégager une politique générale en matière d'information économique, susciter l'adhésion des masses à la réalisation des objectifs du développement et mobiliser l'opinion publique en faveur de la mise en service des projets économiques nationaux, contribuer à la prise de conscience nationale des efforts entrepris par l'O.N.U. et les diverses organisations internationales en faveur du développement » etc...

### **JEUNESSE ET SPORTS.**

— Décret n° 76-612 du 14 juillet 1976 portant organisation de l'Institut national des sports. *J.O.R.T.* (47), 16-20/7/76 : 1749-1752.

— Loi n° 76-92 du 4 novembre 1976 relative à l'infrastructure sportive et socio-éducative. *J.O.R.T.* (68), 9/11/76 : 2699-2700.

### **JUSTICE.**

— Décret n° 76-898 du 21 octobre 1976 portant création d'une cour d'appel au Kef. *J.O.R.T.* (64), 26/10/76 : 2537.

— Décret n° 76-900 du 21 octobre 1976 modifiant le décret n° 66-180 du 30 avril 1966, fixant le siège des différentes juridictions. *J.O.R.T.* (64), 26/10/76 : 2537.

Les cours d'appel siègent respectivement à Tunis, Sousse, Sfax, et le Kef.

### **RELATIONS AVEC L'ETRANGER (Cf. également ECONOMIE ET FINANCES).**

— Décret n° 76-53 du 22 janvier 1976 relatif au passeport spécial. *J.O.R.T.* (6), 27/1/76 : 224-225.

### **SANTE PUBLIQUE.**

— Loi n° 76-64 du 12 juillet 1976 relative à l'organisation des carrières médicales. *J.O.R.T.* (46), 9-13/7/76 : 1642-1644.

### **TOURISME.**

— Décret n° 76-213 du 12 mars 1976 portant approbation du plan d'aménagement de la zone touristique de Zarzis. *J.O.R.T.* (20), 16-19/3/76 : 665.

— Décret n° 76-977 du 11 novembre 1976 fixant les attributions et les modalités de fonctionnement de l'Office national du tourisme tunisien. *J.O.R.T.* (71), 19/11/76 : 2816-2818.

### **TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS.**

— Décret n° 76-135 du 19 février 1976 portant mission et attributions de l'École de la marine marchande de Sousse. *J.O.R.T.* (14), 24/2/76 : 494-495.

— Loi n° 76-59 du 11 mai 1976 portant code de la police administrative de la navigation maritime. *J.O.R.T.* (41), 15/6/76 : 1404-1411.

Comprenant 81 articles, le code traite de la réglementation administrative des navires (nationalité, propriété des navires, prescription concernant le pavillon), du régime de la navigation, des conduites des navires, des règles pour prévenir des abordages en mer et des pénalités en cas d'infraction aux dispositions du code.

— Décret n° 76-534 du 17 juin 1976 portant mission et attributions de l'école de l'aviation civile et de la météorologie. *J.O.R.T.* (43), 25/6/76 : 1505-1507.

**TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES** (Cf. également **ECONOMIE ET FINANCES**).**A. — CODE DU TRAVAIL.**

— Loi n °76-84 du 11 août 1976 modifiant et complétant le code du travail. *J.O.R.T.* (51), 13-17/8/76 : 1931. *Rectificatif J.O.R.T.* (52), 20-24/8/76 : 1970.

Les modifications concernent les points suivants : procédure de conciliation et d'arbitrage en cas de conflit collectif de travail, délai de préavis (10 jours) en cas de grève ou de lock-out.

**B. — CONVENTIONS COLLECTIVES.**

— Publication de conventions collectives nationales suivantes : commerce des matériaux de construction, du bois et des produits sidérurgiques — fonderie, métallurgie et construction mécanique — personnel des banques et établissements financiers — assurances — boulangerie — commerce de gros ,demi-gros et détail — salines de Tunisie — pharmacies d'officines — industrie de transformation du plastique — teintureriers et blanchisseries. *J.O.R.T.* (4), 16/1/76 : 135-146; (5), 20-23/1/76 : 190-204; (6), 27/1/76 : 226-237; (7), 30/1/76 : 270-279; (47), 16-20/7/76 : 1739-1748; *Rectificatif* (81), 24/12/76 : 3116; (49), 30/7-3/8/76 : 1859-1872; (59), 5/10/76 : 2343-2357; (60), 8-12/10/76 : 1386-2393; (80), 21/12/76 : 3070-3082; (81), 24/12/76 : 3104-3115.

NGUYEN VAN BUU (Edouard).